



Le Mouvement pour la renaissance du Cameroun a réagi, après que l'agence de Notation Moody's ait baissé de deux crans la note du Cameroun de B2 à Caa1, indiquant que le gouvernement faisait désormais face à des difficultés de trésorerie lesquelles ont orchestré des retards de paiement au titre du service de la dette extérieure à la fin de 2022 et en 2023.

"Les agences de notation Moody's et SP ont, ces jours derniers, abaissé leurs notes pour le Cameroun, SP situant désormais notre pays à la frontière de l'incapacité à payer sa dette. Les deux agences appuient leurs actions sur le retard de paiement au titre du service de la dette extérieure par le Cameroun. Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) note pour le dénoncer, qu'au vu de toutes les ressources et richesses de notre pays, une telle situation ne devrait se produire.

En effet, le Cameroun est doté de ressources naturelles incommensurables et variées dont une exploitation judicieuse et au service de la nation nous mettrait à l'abri du surendettement actuel. Ceci met en évidence le fait que seule une gouvernance erratique peut expliquer ce délabrement économique de notre pays à la face du monde. Dans ce cadre, le MRC remarque qu'aucun emprunt effectué par le Cameroun n'a permis d'achever une réalisation dont l'exploitation permettrait de rembourser, ne serait-ce qu'en partie, la dette contractée. L'absence de vision du gouvernement en

exercice, et des choix de politiques économiques à l'emporte-pièce, ont sévèrement grevé les possibilités de croissance et détérioré le bien-être des populations.

Les subventions des produits pétroliers relevées pour justifier nos difficultés financières sont un prétexte lorsqu'on observe que, de 1997 à 2021, 8674 milliards F CFA ont été détournés des fonds publics au Cameroun, ce qui représentait 78% de l'encours total de la dette étatique estimé à 11109 milliards F CFA en septembre 2021 par le Minfi, et plus que l'ensemble la dette extérieure estimée à 71% du total, soit 7900 milliards F CFA. Cette dette publique était de 12203 milliards F CFA à fin mars 2023.

Même lorsque SP a revu le classement du Cameroun à la hausse quelques jours après sa première sortie, ces décisions réduisent très fortement les possibilités de notre pays à se financer à des taux préférentiels sur les marchés d'une part, et d'autre part explique le recours de plus en plus marqué aux emprunts auprès des institutions privées, qui pratiquent des taux d'intérêt très élevés. De même, pour éviter des positions désastreuses dans les classements des agences de notation, nos dirigeants vont consacrer l'essentiel de la ressource disponible au remboursement de la dette et non plus au fonctionnement de l'économie.

Notre pays émet par là des signaux d'un espace risqué, où les investisseurs vont désormais se détourner de peur de perdre les capitaux qu'ils pourraient y injecter. Ces signaux sont aggravés par le régime d'impunité observé, où des gestionnaires convaincus des détournements que nous dénonçons continuent d'assumer des charges dans les hautes sphères de l'Etat, malgré les faits qui leurs sont reprochés. Le recours ultime à une gouvernance par la prière des dirigeants actuels semble donc se solder par un échec sonore avec ces décisions des agences de notation.

Par son programme politique, le MRC rassure tous les Camerounais qu'il rétablira une société juste et équitable, tout en œuvrant pour le développement du pays".